Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

150-151 | 2017

Racisme et sexisme

Journée d'étude, 22 juin 2017, « Métamorphoses numériques de la connaissance. Production, écriture, diffusion, accessibilité »

Association française des anthropologues

Étienne Bourel

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/6849>

DOI : 10.4000/jda.6849

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2017

Pagination : 291-296

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Étienne Bourel, « Journée d'étude, 22 juin 2017, « Métamorphoses numériques de la connaissance. Production, écriture, diffusion, accessibilité » », *Journal des anthropologues* [En ligne], 150-151 | 2017, mis en ligne le 15 novembre 2017, consulté le 06 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/jda/6849> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jda.6849>

ASSOCIATION FRANÇAISE DES ANTHROPOLOGUES

Journée d'étude

22 juin 2017

« Métamorphoses numériques de la connaissance. Production, écriture, diffusion, accessibilité »

Étienne BOUREL*

Anthropologues désormais numériques ?

Le choix que nous avons fait à l'AFA d'organiser cette journée d'étude est consécutif à la phase de transformation éditoriale que nous avons connue ces dernières années. Sur injonction du CNRS, nous avons dû passer à une version numérique du *Journal des anthropologues*, à côté de l'édition papier, et gagner ainsi plus d'assurance dans le maintien des subventions que l'institution nous accorde tous les deux ans. De nombreuses questions et interrogations (dont la présente journée se fait l'écho) ont parcouru notre collectif et force est de constater que ces problématiques parcourent d'autres revues de SHS. Le 30 mai dernier, Samuel Hayat présentait, sur le blog de la revue *Tracés*¹, les raisons de son passage sur le portail *Revues.org* (Demazière, 2017). Dans un long texte publié pour le premier numéro de 2017, Didier Demazière retraçait

* LADEC (Laboratoire d'anthropologie des enjeux contemporains) FRE 2002 – Université Lumière-Lyon2 – Campus Porte des Alpes, 5 avenue Pierre Mendès France – 69676 Bron
Courriel : e_bourel@yahoo.com

¹ <http://traces.hypotheses.org/1938>

l'histoire éditoriale de la revue *Sociologie du travail* et précisait les choix qui en avaient conduit les membres à la rendre désormais accessible sur le portail *Revues.org* également. Enfin, le 26 avril dernier, à l'occasion de son 142^e congrès, le CTHS (Comité des travaux historiques et scientifiques) organisait également une table-ronde intitulée « Les sociétés savantes à l'ère du numérique ». Les questions et enjeux dont nous discutons ici relèvent donc d'une actualité certaine et une nécessité d'en débattre s'est bien faite sentir dans les échanges que nous avons pu avoir au cours de la préparation de cette journée, tant en interne qu'avec les interlocuteurs que nous avons sollicités.

Les discussions autour des modalités de l'accès au savoir académique *via* les outils numériques ne sont pas apparues récemment. Dans un article publié en 2006 dans le *Harvard Journal of Law & Technology*, Nicolas Bramble envisageait déjà la massification de l'*open access* pour les publications scientifiques et en discutait les enjeux. Il relevait cinq points semblant prépondérants pour les universitaires à ce propos :

- Le prestige des revues publiées en version papier ou sur des portails payants par rapport à celui de celles publiées en *open access* ;
- Les difficultés à évaluer la qualité d'une revue ou d'une publication en *open access* ;
- Le risque d'une balkanisation des sites de publication (avec une multiplication des stockages et des archivages) ;
- Les problèmes de droits d'auteur et de propriété intellectuelle ;
- La durabilité économique des revues.

Il insistait, en conclusion, sur le rôle de la puissance publique pour le bon déroulement d'un basculement vers cette nouvelle organisation de la diffusion du savoir. Au *Journal des anthropologues*, nous n'avons pas été directement concernés par l'ensemble des points précités. Toutefois, si nous nous sommes, de longue date, prononcés *a priori* en faveur de l'*open access*, ce sont bien les modalités concrètes de la mise en place de ce modèle qui n'ont cessé de

nous interroger, du fait, d'une part, des coûts induits (pour la numérisation des archives puis celui de chaque nouveau numéro) et, d'autre part, du rôle incertain des pouvoirs publics. Les orientations politiques sont, en effet, fluctuantes voire contradictoires, et encore largement incertaines : entre la récente loi « République numérique » stipulant que les auteurs d'articles scientifiques financés sur fonds publics peuvent les rendre gratuitement accessibles après un embargo de six mois pour les publications relevant des STM (sciences, techniques et médecine) et de douze mois pour les publications relevant des SHS (sciences humaines et sociales) et le Conseil compétitivité de l'Union européenne (rassemblant les ministres chargés de la recherche et de l'innovation) qui a décidé le 27 mai 2016 que tous les articles scientifiques européens seront en libre-accès à partir de 2020. Comme le note Michel Wieviorka, dans sa contribution au débat intitulée *L'impératif numérique* (2013), il y a bien une « nouvelle économie scientifique » qui est amenée à se mettre en place, dont l'élaboration matérielle se trouve donc au croisement de questions d'économie politique et d'organisation. Il faudrait ajouter ici la dimension géopolitique puisque les enjeux sont nécessairement ventilés différemment selon le pays et la région du monde dans lesquels on se trouve. Dans nombre de pays du Sud, notamment, si les outils numériques sont largement partagés, les mondes académiques peinent souvent à bénéficier des moyens nécessaires pour accéder véritablement aux possibilités existantes.

Du point de vue des chercheur-e-s, ce sont également d'autres aspects du rapport à la connaissance qui sont soulevés puisque le numérique engendre de nouvelles méthodes (des plus quantitatives avec les Big Data aux plus qualitatives, avec les recherches participatives, en passant par les investigations portant sur le numérique et le Web en eux-mêmes) et ceci pose des questions épistémologiques fondamentales. En effet, s'inscrivant dans le prolongement des recherches de Jack Goody sur le rôle social de l'écriture et des dispositifs technologiques dans lesquels elle s'insère, Éric Guichard (2014) montre que les nouvelles possibilités technologiques liées au numérique renouvellent les rapports à l'écriture, et donc à la

mémoire et la connaissance. Le lien entre un système de signes et son support n'est pas uniquement technique et fonctionnel mais relève bien, en tant que tel, d'une herméneutique, compréhensible *via* les possibilités et usages concrets ainsi générés (tant dans les formes que dans les objets). Invitation est ainsi faite à devenir anthropologues de nos propres pratiques lettrées (étant entendu que l'image fixe, l'image animée et le son constituent des formes d'écriture, ne serait-ce que par la longue série de 0 et de 1 auxquels ils se rapportent désormais). « Par-delà l'émergence d'une anthropologie *du* numérique (c'est-à-dire des pratiques et des représentations qui entourent l'usage des TIC) et d'une anthropologie *par* le numérique dans laquelle les technologies instrumentent les recherches dans le domaine », Casilli (2014 : § 2 & 5) envisage ainsi la possibilité d'une « anthropologie numérique, qui se concentrerait sur ses modalités spécifiques de médiation et de restitution des corpus d'entretiens, des notes de terrain et des résultats des analyses » (*ibid.*).

C'est dans le sillage de ces réflexions, propositions et perspectives que nous avons envisagé cette journée d'étude. Suite aux premières rencontres sur *L'anthropologie (au temps) du numérique* organisées par l'AFA en 2010 au *Cube* et en 2011 à l'université Lyon 2, il nous a semblé important de remettre l'ouvrage sur le métier, avec des intervenant-e-s aux points de vue les plus variés possibles. Premier constat, la lecture des argumentaires de ces journées d'étude de 2010, 2011 et 2017 indique sans ambiguïté une effectivité bien plus prégnante du numérique dans les pratiques de recherche : pour reprendre les mots d'Antonio Casilli, nous ne nous interrogeons plus sur une « anthropologie du numérique » mais sur les contours et enjeux d'une « anthropologie numérique ». Réflexion devant donc être menée sur les façons de se positionner en tant que chercheur-e-s, que revue scientifique, qu'auteur-e ou qu'étudiant-e dans ce contexte, sur les problématiques qui se posent aux milieux scientifiques en termes de changement, de création ou de continuité et sur les nouvelles possibilités désormais accessibles (avec les engagements et les risques qu'elles supposent).

La table-ronde de la matinée a permis d'interroger les pratiques académiques d'édition numérique à partir d'horizons et de places dans des champs scientifiques pluriels. Que ce soit du point de vue infra- ou super-structurel, les publications académiques et leur accessibilité sont en débat. Si les modèles économiques occupent une part importante des préoccupations, les formes et contenus même des revues sont également discutés : les revues papier se trouvent concurrencées par les revues uniquement numériques et la multiplication des modalités éditoriales désormais disponibles.

Le débat de l'après-midi s'est situé encore plus directement dans l'« anthropologie numérique » puisque ce sont bien des formes spécifiques de recherche, d'écriture et de diffusion qui ont été discutées. Si, par une certaine prudence, nous avons parlé d'« expérimentations numériques », nous avons aussi eu l'occasion de prendre la mesure des chantiers ainsi ouverts, de leurs potentiels et de leurs limites. Loin d'épuiser les questions soulevées au cours de cette journée, et sachant que différents interlocuteurs (malheureusement absent-e-s) auraient souhaité débattre à ce sujet, nous avons envisagé les échanges de ce jour comme autant de prolégomènes à un colloque de plus large ampleur que nous pourrions organiser l'an prochain. Autour de prises de parole qui étaient, bien sûr, libres, nous avons invité également les intervenant-e-s à ne pas hésiter à formuler des éléments qui mériteraient investigation, des points à débattre plus en profondeur, des doutes ou des angles-morts méconnus.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

BRAMBLE N., 2006. "Preparing Academic Scholarship for an Open Access World", *Harvard Journal for Law & Technology*, 20(1) : 209-233. URL : <http://jolt.law.harvard.edu/articles/pdf/v20/20HarvJLTech209.pdf> (consulté le 11.02.2017).

CASILLI A., 2014. « Anthropologie et numérique : renouvellement méthodologique ou reconfiguration disciplinaire ? », *Anthrovision*, 2(1). URL : <http://anthrovision.revues.org/626>

(consulté le 29.07.2014).

DEMAZIÈRE D., 2017. « Dans les coulisses de *Sociologie du travail* », *Sociologie du travail*, 59(1).

URL : <http://sdt.revues.org/502> (consulté le 30.03.2017).

GUICHARD É., 2014. « L'internet et les épistémologies des sciences humaines et sociales », *Revue Sciences/Lettres*, 2.

URL : <https://rsl.revues.org/389> (consulté le 12.08.2015).

WIEVIORKA M., 2013. *L'impératif numérique*. Paris, CNRS éditions.

* * * *